



Veille sur le numérique et les start-ups Irlande - Royaume-Uni

© DG Trésor

24 juin 2019

Sommaire :

TIC/NUMERIQUE :

1/ Irlande :

- Microsoft a rapatrié 52,8 Mds\$ d'actifs de Singapour vers l'Irlande
- La Data Protection Commission ouvre une enquête sur les services de publicité en ligne de Google
- Les géants du numérique incités par le gouvernement irlandais à faire pression sur l'OCDE en matière de fiscalité des entreprises

2/ Royaume-Uni :

- Le Royaume-Uni se dote d'un comité sur l'IA
- Le Royaume-Uni dévoile sa nouvelle stratégie internationale de recherche et d'innovation
- L'entreprise EE commercialise ses services 5G auprès du grand public
- Le MI5 est accusé de collecter et de stocker des données personnelles illégalement

START-UPS :

1/ Irlande :

- Contraction technique (- 41 %) des flux d'investissement en capital-risque au premier trimestre 2019

2/ Royaume-Uni :

- Amazon investit 575 M\$ dans Deliveroo
- La ville de Londres souhaite lancer un fonds d'investissement de 100 M£ dédié aux PME
- Trainline annonce son intention d'entrer en bourse

TIC/NUMERIQUE

1/ Irlande :

Microsoft a rapatrié 52,8 Mds\$ d'actifs de Singapour vers l'Irlande – En rapatriant au sein de son siège européen de Dublin ses opérations pour la région Asie-Pacifique, Microsoft a déplacé 52,8 Mds\$ (47,1 Mds€) d'actifs de Singapour vers l'Irlande en 2018. Les comptes de Microsoft Ireland Operations, qui s'achèvent en juin 2018 et ne prennent donc pas en compte cette opération survenue en septembre dernier, montrent une hausse de 20,6 % de son chiffre d'affaires (24,5 Mds€) mais une baisse de 11,5 % de ses bénéfices (790 M€). Parallèlement, le nombre d'employés a fortement augmenté, dépassant les 1 400 personnes (contre moins de 900 en 2017), dont le salaire moyen serait de 112 400 €.

La Data Protection Commission ouvre une enquête sur les services de publicité en ligne de Google – Une nouvelle enquête ciblant une grande plateforme de services digitaux vient d'être ouverte par la DPC (*Data Protection Commission*, équivalent irlandais de la CNIL). Si la majorité des enquêtes portaient jusqu'à maintenant sur Facebook et ses filiales (cf. [veille du mois de mai](#)), c'est désormais Google, et plus précisément son *ad-exchange* (plateforme automatisée pour l'allocation d'espaces publicitaires sur Internet), qui est dans le viseur de la DPC. Pour mémoire, Google a déjà été condamné à verser des amendes par la CNIL (50 M€) pour collecte abusive d'informations personnelles à des fins publicitaires, ainsi que par la Commission Européenne (1,49 Mds€) en raison de sa position quasi-monopolistique dans le secteur de la



publicité en ligne. Parallèlement, Mme Helen Dixon, qui a été reconduite pour cinq ans à la tête de la DPC, espère présenter très prochainement les conclusions des autres enquêtes.

Les géants du numérique incités par le gouvernement irlandais à faire pression sur l'OCDE en matière de fiscalité des entreprises – Lors de son déplacement en Californie en janvier dernier, M. Paschal Donohoe, ministre des Finances irlandais, accompagné par l'IDA (*Industrial Development Agency*, agence publique chargée de l'attraction des IDE en Irlande), s'est entretenu avec le *Silicon Valley Tax Directors Group*, qui réunit la majorité des géants du numérique, parmi lesquels nombreux sont ceux dont les sièges européens sont implantés à Dublin. Il a à cette occasion insisté sur « l'importance pour ces entreprises de faire connaître leur point de vue » concernant la taxation des services numériques auprès de l'OCDE. M. Donohoe, qui a également déclaré que le gouvernement irlandais exprimait de « très, très sérieuses réserves » sur le projet de taux d'imposition effectif minimal, n'a toutefois pas demandé aux entreprises de soutenir la position du gouvernement irlandais sur ce sujet, même si la plupart des entreprises affichent des opinions convergentes avec l'Irlande. Par exemple, M. Ken Hutchinson, directeur délégué à la fiscalité de Google, juge « bienvenue la position de l'Irlande sur la taxation internationale ».

2/ Royaume-Uni :

Le Royaume-Uni se dote d'un comité sur l'IA – A l'occasion du premier anniversaire de l'« AI sector deal », le gouvernement britannique vient de dévoiler les membres de son nouveau comité sur l'IA (*AI Council*), qui compte des employés de *Google*, *Microsoft* et *Amazon* ainsi que des représentants du secteur public, associatif et académique. L'*AI Council* a vocation à donner au Royaume-Uni une ligne stratégique sur le développement de l'IA, notamment sur les thématiques de l'éthique, de la diversité et de la formation, pour que le pays soit considéré comme leader sur la scène internationale.

Le Royaume-Uni dévoile sa nouvelle stratégie internationale de recherche et d'innovation – A l'occasion du sommet sur l'innovation EUREKA à Manchester, le Ministre de l'Economie britannique a annoncé la publication d'une nouvelle stratégie d'innovation axée sur la collaboration internationale. Le Ministre en a profité pour annoncer un nouveau financement de 4 M£ destiné à des projets collaboratifs dans la mobilité, la santé, la logistique, la production industrielle, l'IA et le quantique avec des pays comme Singapour, Israël, Canada, la Corée du Sud, les Pays-Bas, la Suisse et l'Espagne. Cette annonce s'inscrit dans la volonté du RU d'atteindre le seuil de 2,4% du PIB dépensé en R&D d'ici 2027.

L'entreprise EE commercialise ses services 5G auprès du grand public – EE est la première entreprise britannique à offrir la 5G à ses abonnés, ce qui fait du Royaume-Uni un des premiers pays européens à commercialiser cette nouvelle forme de réseau, après la Suisse, Monaco, Jersey et San Marino. Le concurrent de EE, Vodafone s'apprête à ouvrir son propre réseau 5G le mois prochain. Les opérateurs télécoms britanniques sont cependant inquiets des incertitudes quant à la possibilité d'utiliser des équipements *Huawei* dans leurs installations. Dans une lettre adressée au gouvernement la semaine dernière, ils insistent pour qu'une décision soit prise rapidement sur le sujet. A la fois EE et Vodafone utilisent à ce jour des équipements *Huawei* dans leurs réseaux 5G. Le Ministre de la Culture, du Numérique et des Sports Jeremy Wright a cependant annoncé qu'aucune décision ne serait précipitée, et que l'interdiction d'achat d'équipements *Huawei* aux Etats-Unis changeait la donne dans le débat au Royaume-Uni. L'Ambassadeur chinois au Royaume-Uni a mis en garde le pays contre les potentielles répercussions sur les relations commerciales sino-britanniques.

Le MI5 est accusé de collecter et de stocker des données personnelles illégalement – La Haute Cour de Justice britannique accuse l'équivalent de la DGSI au Royaume-Uni de collecter des données personnelles grâce à des mandats accordés sur la base de fausses informations. Elle lui reproche également les modalités de conservation de ces données (durée de conservation, espaces de stockage flous et non sécurisés). Le manque de conformité au sein du MI5 aurait été dévoilé en interne en janvier 2016 mais révélé aux ministres seulement récemment. Le Ministre de l'Intérieur Sajid Javid a déclaré le mois dernier que le MI5 risquait d'enfreindre la loi en raison des difficultés qu'il avait à protéger les données personnelles qu'il détient. Cette affaire a été révélée suite à un contrôlé judiciaire plébiscité par l'organisation de défense des



libertés civiles, *Liberty*. Par ailleurs, le mois dernier, un groupe d'associations et d'entreprises ont rédigé une lettre ouverte à GCHQ (*Government Communications Headquarters*) pour s'opposer à une mesure proposée par deux de ses employés qui consiste à autoriser la présence fantôme des forces de l'ordre dans des appels et discussions cryptées.

START-UPS

1/ Irlande :

Contraction technique (- 41 %) des flux d'investissement en capital-risque au premier trimestre 2019

– D'après *l'Irish Venture Capital Association*, les investissements en capital-risque n'ont atteint que 197 M€ au premier trimestre 2019. L'ampleur de la contraction ((-41 %) par rapport à la même période l'année dernière s'explique par un effet de base : deux importantes levées de fonds (Intercom et AMCS) de 100 M€ chacune avaient eu lieu au T1 2018. En revanche, le nombre d'opérations est en progression : 75 start-ups ont levé des fonds de capital-risque au T1 2019 contre 43 au T1 2018. De même, les fonds levés dans le cadre d'opérations d'amorçage ont atteint 17,8 M€, soit un rebond de 23 %.

2/ Royaume-Uni :

Amazon investit 575 M\$ dans Deliveroo – La startup phare de la foodtech britannique vient de lever 1,53 Mds\$ pour financer sa croissance. Amazon est investisseur principal, avec un apport à hauteur de 575 Mds\$. L'année dernière, Uber envisageait d'acquérir Deliveroo, mais les deux entreprises n'avaient pas réussi à s'entendre sur la valeur de l'entreprise. Deliveroo a déclaré vouloir utiliser les fonds pour renforcer son équipe technique à Londres afin de déployer de nouveaux produits et outils pour ses livreurs. Deliveroo est aujourd'hui disponible dans 14 pays. L'entreprise continue à essayer des pertes et se retrouve régulièrement au coeur de polémiques par rapport au traitement réservé à ses livreurs à vélo.

La ville de Londres souhaite lancer un fonds d'investissement de 100 M£ dédié aux PME – Le *Greater London Investment Fund*, devrait servir à financer les petites et moyennes entreprises qui peinent à trouver des fonds pour leur croissance. Les secteurs visés en priorité sont les industries créatives, les services financiers et aux entreprises, l'environnement, le numérique et le tourisme. 14 M£ du fonds seront alloués aux solutions qui reposent sur l'économie circulaire. Le fonds sera géré par l'entreprise de capital-risque *MMC Ventures* et le *FSE Group* (organisation de soutien aux PME). Il espère alimenter 170 entreprises et être complété par des fonds privés à hauteur de 103 M£. Financièrement, il serait alimenté principalement par des fonds européens (50 M£ de la BEI, 35 M£ du FEDER). Dans le contexte du Brexit, le gouvernement central doit donc encore donner des assurances sur le fait qu'il pourrait se substituer à termes aux fonds communautaires.

Trainline annonce son intention d'entrer en bourse – La startup britannique qui permet de réserver des billets de train et de bus dans 45 pays devrait rejoindre le *London Stock Exchange* le mois prochain. L'entreprise qui compte 600 employés à Londres, Edimbourg et Paris espère ainsi renforcer son image auprès des consommateurs et lever 75 M£ pour continuer à financer sa croissance en Europe.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à jillian.harpur@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteurs : Guillaume SECHET, Marion PARADISI-COULOUMA, Claire BUCHER
Service Économique de Dublin (en collaboration avec le service économique régional de Londres)

Adresse : 66 Fitzwilliam Lane

Dublin2

Irlande

Rédigé par G. SECHET, C. BUCHER, Revu par : Marion PARADISI-COULOUMA
Version du 07/03/2019